SYRIE

Les violences reprennent de plus belle, rentrée scolaire très perturbée

Les violences ont repris de plus belle en Syrie hier avec des bombardements intensifs des bastions rebelles et des combats sur plusieurs fronts, le pape Benoît XVI appelant depuis le Liban voisin la communauté internationale à trouver une solution «viable» au conflit.

Dans le même temps, l'année scolaire a débuté avec l'ouverture de nombreuses écoles dans les quartiers épargnés par les violences à Damas, alors que selon l'Unicef, plus de 2 000 établissements scolaires ont été détruits ou endommagés durant les 18 mois de conflit et des centaines sont utilisés comme abris.

Pour la première fois, l'Iran a reconnu publiquement la présence en Syrie et au Liban voisin des membres des Gardiens de la révolution, garde prétorienne du régime, alors que les Etats-Unis et l'opposition accusent Téhéran d'aider militairement le pouvoir de Bachar Al-Assad.

Depuis le matin, des secteurs de la province de Damas, de Deraa (sud), d'Alep (nord), de Hama, Homs (centre) et Deir Ezzor (est) étaient la cible de raids aériens ou de l'artillerie lourde des forces du régime, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le bruit des explosions et des échanges de tirs y était également entendu, alors que des combats faisaient rage dans des quartiers comme Hajar Al-Aswad à la périphérie de Damas et en province, a précisé l'ONG qui s'appuie sur un réseau de militants sur place.

A Alep, la métropole du Nord dont plusieurs quartiers ont été dévastés par près de deux mois de violents combats, le quartier de Hanano était bombardé aux obus alors qu'un avion de combat a tiré des missiles sur celui de Sakhour, a poursuivi l'ONG.

Dix-huit civils et deux rebelles ont été tués à travers le pays, dont sept dans une attaque à l'explosif contre un autobus dans la région de Dreaa, selon un bilan provisoire de l'OSDH. Selon l'OSDH, plus de 27 000 personnes ont péri dans les violences en 18 mois, aucune percée n'ayant été enregistrée dans les efforts visant à trouver une issue au conflit déclenché le 15 mars 2011 par une contestation pacifique qui s'est militarisée face à la répression, se transformant en véritable guerre.

Rentrée scolaire

Malgré les violences à travers le pays, la plupart des écoles ont ouvert leurs portes dans les quartiers de Damas considérés comme calmes. Mais dans plusieurs villes comme Alep, les écoles sont restées fermées selon des habitants.

Les médias officiels ont annoncé la rentrée de «plus de 5 millions d'élèves et de 385 000 instituteurs et employés». Un employé dans un hôpital à Damas a dit avoir conduit ses deux garçons dans leur école à Machrouh Doummar, une banlieue ouest de Damas. «Il y avait beaucoup de monde, les enfants étaient excités à l'idée de rentrer à l'école».

«Je n'ai pas envoyé mes deux enfants à l'école, tout simplement parce que les écoles sont fermées dans le quartier», s'est au contraire plaint un chauffeur de taxi à Tadamon, quartier du sud de Damas régulièrement bombardé. Au dernier jour de sa visite au Liban voisin, le pape Benoît XVI a appelé à la paix en Syrie. «Puisse Dieu concéder à votre pays, à la Syrie et au Moyen-Orient le don de la paix des cœurs, le silence des armes et l'arrêt de toute violence», a-t-il dit dans l'Angelus, qui suit la messe devant une foule de 350 000 personnes rassemblées sur le front de mer à Beyrouth. «J'en appelle à la communauté internationale. J'en appelle aux pays arabes afin qu'en frères, ils proposent des solutions viables qui respectent la dignité de chaque personne humaine, ses droits et sa religion. Qui veut construire la paix doit cesser de voir dans l'autre un mal à éliminer», a-t-il ajouté.

«Conseillers» iraniens

La communauté internationale ne parvient pas à surmonter ses divisions sur le dossier syrien, la Russie, l'Iran et la Chine, des alliés du régime, refusant toute ingérence dans ce pays, alors que les Occidentaux, Arabes et Turcs veulent le départ de M. Assad.

D'ailleurs, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi, qui a pris ses fonctions le 1er septembre, ne cesse de répéter que sa mission destinée à trouver une solution était «très difficile». Après son entretien samedi avec M. Assad à Damas, M. Brahimi a tiré la sonnette d'alarme en mettant en garde contre le danger «pour la région et le monde» du conflit.

Quant à M. Assad, qui assimile la contestation à du «terrorisme», il a répété devant son hôte sa volonté de poursuivre sa guerre contre les rebelles et de discuter avec les membres de l'opposition qu'il juge acceptables. Son allié iranien a publiquement admis avoir envoyé des Gardiens de la révolution (Pasdaran) en Syrie pour l'aider face à la rébellion, tout en soulignant qu'il ne s'agissait que de «conseillers». «Un certain nombre de membres de la Force Qods sont présents en Syrie et au Liban», a dit le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Pasdaran.

«Mais cela ne veut pas dire que nous y avons une présence militaire. Nous fournissons (aux deux pays) des conseils et des avis et les faisons bénéficier de notre expérience.» Le puissant mouvement chiite libanais Hezbollah est un allié de l'Iran. La Force Qods est une unité chargée des opérations extérieures, officielles ou clandestines, du corps d'élite iranien.

L'Iran admet pour la première fois la présence de Pasdaran en Syrie et au Liban

L'Iran a publiquement admis hier pour la première fois avoir envoyé des membres des Gardiens de la révolution en Syrie pour aider le régime face à la rébellion, ainsi qu'au Liban voisin, tout en affirmant qu'il ne s'agissait que de «conseillers».

«Un certain nombre de membres de la Force Qods sont présents en Syrie et au Liban», a déclaré le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Gardiens de la révolution (Pasdaran), la garde prétorienne du régime iranien. «Mais cela ne veut pas dire que nous y avons une présence militaire. Nous fournissons (à ces deux pays) des conseils et des avis et les faisons bénéficier de notre expérience», a déclaré le général Jafari lors d'une conférence de presse à Téhéran. Il n'a pas précisé sur quoi portaient ces «conseils et avis».

«Nous sommes fiers (...) de défendre la Syrie qui est un élément de la résistance» contre Israël, a ajouté le patron des Pasdaran, qui a opposé le «transfert d'expérience» apporté par Téhéran au régime de Damas et le «soutien d'autres pays aux groupes terroristes» en Syrie.

Les autorités iraniennes, comme le régime de Bachar Al-Assad, qualifient les rebelles syriens de «terroristes». C'est la première fois qu'un responsable des Pasdaran reconnaît publiquement la présence d'éléments de la Force Qods en Syrie et au Liban, dénoncée depuis des mois par l'opposition syrienne et des responsables américains.

La Force Qods est l'unité des Gardiens de la révolution chargée de toutes les opérations extérieures, officielles ou clandestines, du corps d'élite de la République islamique.

Forte de plusieurs milliers de membres, elle serait particulièrement active dans les pays du Moyen-Orient, selon les analystes occidentaux.

Plusieurs pays occidentaux et arabes accusent Téhéran de fournir, depuis le début du conflit en Syrie il y a 18 mois, une aide militaire au régime Assad, principal allié de l'Iran dans la région.

Les dirigeants iraniens ont toujours démenti toute présence militaire en Syrie, affirmant n'apporter qu'une aide «morale et humanitaire» à ce régime.

L'opposition armée syrienne a affirmé maintes fois avoir capturé des Gardiens de la révolution, et dernièrement parmi un groupe de 48 Iraniens enlevés début août. Téhéran a d'abord dit qu'il s'agissait de «pèlerins», avant d'admettre que certains étaient des militaires «à la retraite».

Un responsable américain parlant sous couvert de l'anonymat a confirmé à la mi-août à l'AFP qu'«au moins certains de ces otages» appartenaient aux Gardiens de la révolution.

L'Iran essaie de «former une milice en Syrie pour le compte du régime ; nous observons une présence de plus en plus grande de l'Iran (dans le pays) et cela nous inquiète», a affirmé de son côté le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta. Au Liban, le puissant mouvement armé du Hezbollah est un allié des régimes en Syrie et en Iran.

D'ailleurs le général Jafari a rappelé qu'en cas d'attaque israélienne contre l'Iran, son pays a de nombreux «moyens d'action, notamment à travers le soutien des musulmans (dans le monde) à la République islamique».

Une allusion voilée au Hezbollah qui s'est déclaré prêt à attaquer Israël pour aider Téhéran dans un conflit éventuel.

SELON LES REBELLES SYRIENS

La mission de l'émissaire Brahimi vouée à l'échec

La mission de l'émissaire pour la Syrie Lakhdar Brahimi est vouée à l'échec, a affirmé hier à l'AFP un dirigeant rebelle, soulignant toutefois que les insurgés ne voulaient pas en être responsables.

«Nous sommes sûrs que Brahimi va échouer comme les autres émissaires avant lui, mais nous ne voulons pas être tenus responsables de cet échec», a affirmé à l'AFP le colonel Abdel Jabbar Al-Oqaidi, chef du Conseil militaire rebelle à Alep (nord), en référence notamment à Kofi Annan, prédécesseur de M. Brahimi.

«Nous sommes convaincus qu'il va échouer parce que la communauté internationale ne veut pas en réalité aider le peuple syrien», a-t-il expliqué, en référence aux divisions internationales qui empêchent de sanctionner le régime de Damas. Il s'exprimait à la suite d'entretiens via Skype entre le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe, et des dirigeants rebelles comme lui-même, le colonel Qassem Saadeddine, porte-parole de l'Armée syrienne à l'intérieur, et le colonel Khaled Hobous, chef du conseil militaire rebelle de Damas. «Nous avons discuté de la situation générale en Syrie, notamment des destructions occasionnées par le régime», a-t-il dit, précisant qu'il s'agit d'entretiens «préliminaires».

L'ex-président syrien «Hafez al-Assad a pris le pouvoir par la force, ce régime dirige le pays par la force et il ne peut être renversé que par la force», a souligné le colonel rebelle en référence au clan Assad au pouvoir depuis 40 ans. Les rebelles affirment avoir pris les armes pour défendre la population civile face à la répression sanglante de la révolte au départ pacifique contre Bachar Al-Assad.

ASIE

Les différends territoriaux pourraient déclencher une guerre

Les conflits territoriaux actuels en Asie, notamment entre la Chine et plusieurs pays de la région, pourraient déclencher une guerre si les gouvernements concernés continuent «leurs provocations», a déclaré hier soir le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta.

«Je suis préoccupé lorsque je vois des pays engagés dans des provocations diverses et que cela pourrait déboucher sur des violences et au bout du compte sur un conflit», a déclaré M. Panetta à son arrivée à Tokyo, en réponse à une question sur le conflit entre Pékin et Tokyo à propos d'un petit archipel en mer de Chine orientale. «Et ce conflit pourrait s'étendre», a encore averti Leon Panetta qui entame une tournée en Asie qui le conduira également en Chine, alors que les tensions entre Pékin et Tokyo ont rarement été aussi vives. L'objet du litige, qui a déclenché ce week-end de nombreuses et violentes manifestations anti-japonaises dans plusieurs villes de Chine, est un archipel de quelques îles en mer de Chine orientale, appelées Senkaku par le Japon et Diaoyu par la Chine. Cet archipel, dont les fonds marins recèleraient du pétrole et du gaz, est également revendiqué par Taiwan. La décision, au début de cette semaine, du gouvernement japonais d'acheter ces îles à leur propriétaire privé et donc de les nationaliser a provoqué une réaction très vigoureuse de Pékin qui a envoyé plusieurs navires patrouiller pendant quelques heures autour de l'archipel pour marquer son appartenance à la Chine. Parallèlement, de nombreuses manifestations anti-japonaises ont eu lieu dans plusieurs villes chinoises, dont Pékin, poussant le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda à exiger des autorités chinoises qu'elle protège ses ressortissants. Leon Panetta a indiqué que lui et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, qui vient elle-même d'effectuer une longue tournée asiatique de dix jours, «appellent tous deux fortement ces pays à trouver des moyens pacifiques de résoudre ces problèmes, au lieu de se livrer à des provocations». Le chef du Pentagone doit s'entretenir lundi avec son homologue japonais, Satoshi Morimoto, qu'il avait vu à Washington début août. Il doit ensuite se rendre en Chine, une première depuis son entrée en fonction. Outre le Japon, la Chine a également des conflits territoriaux avec des pays riverains de la mer de Chine méridionale. Pékin revendique une souveraineté sur la totalité de cette mer, y compris les zones proches des côtes des pays de la région : Vietnam, Philippines, Malaisie et Brunei notamment. Un conflit pourrait y avoir des conséquences dévastatrices sur le commerce mondial. Ces tensions en mer de Chine méridionale ont occupé une place centrale lors de la récente tournée début septembre de Mme Clinton en Asie Pacifique, un voyage interprété comme une réponse aux ambitions croissantes de Pékin.